Traîtres et trahisons dans la Rome antique de la fin de la République au début de l'Empire

Résumé de Cynthia Couhade-Beyneix

La cité de Rome repose sur une organisation politico-sociale très structurée qui lui permet de tenir ensemble, d'évoluer et de perdurer. Cependant, notre étude s'intéresse non pas à l'analyse de la contexture des institutions romaines, mais à un élément hautement perturbateur qui rompt cette harmonisation : la trahison. Nous avons affaire à un phénomène imprévisible dont les conséquences peuvent être particulièrement redoutables. La trahison représente, en effet, un véritable danger parce qu'elle a la capacité de briser les relations sociales en remettant en cause la hiérarchisation des devoirs qui régissent la vie de la communauté. Aucune société ne peut totalement s'en prémunir, y compris l'*Vrbs*. Il nous a donc semblé intéressant de nous pencher sur ce phénomène et d'analyser comment la société romaine a considéré et traité le problème de la trahison et de son agent, le traître.

L'objet de cette recherche doctorale est d'appréhender la notion de trahison à la fois dans sa globalité et dans ses différentes formes dans la Rome tardo-républicaine, à un moment où la Ville eut à subir de nombreuses conflagrations tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Le cadre chronologique retenu s'étend de la guerre menée contre le roi numide Jugurtha aux premières années du règne d'Auguste. Dès la fin du II^{ème} siècle, Rome subit une profonde crise politique, mais aussi d'identité culturelle, notamment avec l'intrusion de la culture hellénistique. Le conflit armé opposant les Romains à Jugurtha apparut aux contemporains, en particulier Salluste, comme un tournant décisif dans la lutte entre les différents groupes d'intérêt politique représentés notamment par les *Optimates* et les *Populares*. Ces guerres intestines obligèrent les citoyens romains, et tout particulièrement les citoyens de premier plan, à recourir à des changements d'alliance soit par obligation, soit pour conserver leur rang dans l'échelle censitaire, ou tout simplement pour se maintenir en vie. Cette mise à l'épreuve de Rome constitua une période critique, propice aux retournements de situation, d'où la multiplication d'actes de trahison. L'instauration du Principat et l'avènement d'Auguste au titre d'empereur apportèrent à Rome la stabilité politique, mais aussi un changement institutionnel. Le pouvoir fut désormais concentré entre les mains d'un seul homme : l'empereur. Ainsi, toute action menée contre lui ou contre Rome revient à avoir trahi Rome et Auguste. L'inclusion, dans le sujet étudié, d'une rupture politique et institutionnelle, à savoir le passage de la République à l'Empire, est d'autant plus instructive qu'elle présente une évolution porteuse de sens pour notre enquête, puisque cette période de transition fait évoluer le concept de *maiestas minuta* par un glissement sémantique, dans lequel la *maiestas populi Romani* cède la place à la *maiestas principis*. Cette mutation permet d'élargir à volonté le cercle des délits compris sous l'appellation de lèse-majesté, ce qui aboutit à un approfondissement du lien d'allégeance politique.

Il est intéressant de constater que le phénomène de la trahison est présent dès les origines de Rome avec le récit légendaire de Tarpéia. Composant de la geste romuléenne, cet événement constitue le premier cas de *proditio* connu de l'histoire romaine. On peut donc considérer Tarpéia comme étant l'incarnation de la trahison primordiale. Malgré les conséquences désastreuses de sa forfaiture, nous avons affaire à une figure ambiguë et complexe, dans le sens où Tarpéia représente un mal nécessaire et utile. En effet, elle est celle par qui Rome a perdu la face devant l'ennemi extérieur, mais en même temps elle est aussi

celle qui a servi de trait d'union salvateur entre les Romains et les Sabins, puisque c'est en partie grâce à son acte que l'*Vrbs* a pu être définitivement fondée. Cet *exemplum* fictif moralisateur est riche d'enseignements, car de nombreuses sources, qu'elles soient littéraires ou iconographiques, rapportent cet épisode. À l'extrême fin de la République et au tout début de l'Empire, son image, loin d'être tombée dans l'oubli, a été récupérée par les *triumviri monetales* pour adresser un message éloquent à tous ceux qui auraient manqué à leur devoir : la défense de la patrie et/ou de l'Empereur. L'examen des différentes versions et des images à son effigie a permis de saisir à quel point les Latins entretenaient un rapport ambigu avec la notion de trahison.

Cette recherche s'intéresse donc à la rupture des liens qui unissent les citoyens entre eux, les non-libres aux citoyens, les citoyens à leurs dirigeants et les dirigeants entre eux. La trahison est une faute grave aux dimensions morales autant que politiques, militaires et affectives. Elle est considérée par les Anciens comme une honte, un déshonneur et un crime. C'est pourquoi, les mots utilisés pour la qualifier sont particulièrement puissants et dépréciatifs. Il est un fait établi que l'acte de trahison inspire des sentiments négatifs. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est de savoir ce que les Latins entendaient réellement par l'idée de forfaiture. Ainsi, pour comprendre comment ce concept a été utilisé et à quelle fin, il convient de poursuivre cette enquête par l'étude terminologique et philologique de la trahison. En premier lieu, il est nécessaire de délimiter le champ lexical de la félonie à la fois dans les vocabulaires latin et grec. L'objectif de cette phase préliminaire est de collecter les mots usités à la fin de la période républicaine dans les sphères civile et militaire. Cette démarche met en lumière des nuances dans la pratique de la trahison. En effet, l'établissement du champ lexical révèle, d'une part que tous les termes ne sont pas marqués de la même manière, et qu'ils évoquent le sujet à des degrés divers ; d'autre part que la trahison est une notion large comprenant plusieurs champs lexicaux aux frontières imprécises, telle que la révélation, l'abandon, le parjure, le complot, la défection, le parricide et la haute trahison. En deuxième lieu, il est utile de s'intéresser aux expressions et aux mots employés par les Anciens pour qualifier non seulement la trahison mais aussi le traître, car ils permettent de formuler à des degrés variables leur pensée et d'exprimer leur sentiment. Pour compléter cette première approche, il est instructif de s'interroger sur l'objet de la trahison. Ne porte-t-elle que sur des objets animés, sur des objets inanimés ou bien sur les deux à la fois ? En ce qui concerne les personnes, notre recherche a porté sur la famille, notamment lors des proscriptions, et sur les autres liens personnels. De cet examen, il ressort que c'est surtout le *paterfamilias* qui est victime de la trahison de son entourage (fils et/ou épouse, affranchi et esclave). Nous avons constaté que les proscriptions offraient l'opportunité aux jeunes gens de rompre l'attente interminable d'être émancipés de la tutelle paternelle. Ainsi, malgré la *pietas* et la *fides* qui liaient chaque membre de la *familia* au chef de famille, la transgression a bel et bien existé. En ce qui concerne les choses, nous nous sommes concentrée sur la sphère étatique et institutionnelle. Il apparaît que les occurrences sont plus nombreuses lorsqu'il s'agit de la trahison d'un objet inanimé, car tout objet concret ou abstrait peut être trahi. La félonie touche ainsi tous les domaines de la vie sociale d'un individu.

Travailler sur ce sujet implique nécessairement de s'intéresser à l'agent. En effet, sans lui, une forfaiture ne peut exister et se réaliser, puisqu'elle est inanimée. Le traître apparaît comme un être qui n'a pas été capable de hiérarchiser ses devoirs et qui a perdu le sens de la loyauté. C'est pourquoi, pour les Anciens, le traître est haïssable, bien plus que la trahison elle-même. Pour comprendre les enjeux politiques et sociaux qui se jouent durant cette période, il est utile de s'interroger non seulement sur la catégorie sociale des félons, mais aussi sur les motivations qui les ont poussés à commettre un tel acte. L'ambition politique, par

exemple, mais aussi l'appât du gain, la rancœur, le défaitisme ou encore la lâcheté sont autant de facteurs déclenchants. Du point de vue du traître, ils constituent d'excellents arguments pour passer à l'acte. Il est vraisemblable que les retournements de situation de certaines personnalités, comme celles de L. Domitius Ahénobarbus et de Labiénus sont dues, non pas à un, mais à plusieurs facteurs. En effet, le ressentiment, la frustration et l'ambition, par exemple, ne sont pas incompatibles. La conjonction de ces trois éléments renforce un individu dans sa volonté de passer à l'acte. Les guerres intestines et les stratégies développées par chacune des factions pour s'assurer le pouvoir et le rendre légitime ont modifié le modèle traditionnel, notamment en poussant à l'individualisme. Les trahisons mues, par exemple, par un intérêt égoïste sont pléthoriques. De fait, toutes les catégories sociales ont été touchées par le problème de la trahison. Dans de telles conditions, comment rester un bon citoyen dans le chaos tardo-républicain ? Se pose alors la question du choix et de la responsabilité individuelle, mais aussi collective. En effet, on peut légitimement se demander si le traître, d'ordinaire réputé être un individu particulièrement abject, n'était pas dans ce type de circonstances plutôt perçu comme une « victime » de la société et des aléas conjoncturels. Sans doute cette remarque ne peut-elle pas s'appliquer à tous les « traîtres ». Mais pour d'autres, comme C. Junius Norbanus, L. Staius Murcus ou encore A. Pompéius Bithynicus, la question mérite d'être soulevée. En outre, qui pouvait prétendre de ne s'être jamais trompé, d'avoir toujours été du côté de la légalité ? Et de laquelle ? Qu'ils aient été de simples citoyens ou des citoyens appartenant aux élites, ils étaient à tout moment susceptibles de commettre une erreur d'appréciation, de faillir à leurs devoirs, et finalement d'être vaincus.

L'établissement d'une typologie des traîtres et des trahisons a non seulement mis en exergue les différents cas de traîtres, mais aussi les différents registres et niveaux sur lesquels joue la notion de trahison. Il apparaît clairement que la qualification de traître est indépendante de la matérialité des faits. Il n'est pas nécessaire d'avoir réellement trahi (au sens où nous pourrions l'entendre) pour être accusé de trahison et condamné, comme le montrent les exemples de T. Turpilianus Silanus et de Q. Salvidienus Rufus. À l'inverse, l'ambition, par exemple, de L. Munatius Plancus, qui le conduisit à adopter une fidélité ondoyante et pragmatique, pour laquelle il fut largement blâmé par ses contemporains, ne l'a jamais conduit devant les tribunaux. En réalité, il n'existe pas de schéma préétabli, mais une grande variété de cas de figure. Les conséquences d'une accusation de forfaiture dépendent de plusieurs éléments. Est-ce que l'accusation s'est faite au nom de la collectivité ou, au contraire, au nom d'une seule personne ? À cela s'ajoutent l'influence de l'accusateur, le statut et la personnalité de l'accusé, la nature de la faute, les appartenances politiques et les enjeux sous-jacents. Pour établir la typologie des trahisons, nous avons sérié les fautes considérées comme telles en prenant soin de distinguer celles commises dans la sphère politique de celles relevant du domaine guerrier. Leur analyse a ainsi mis en évidence l'existence de trois lexiques de spécialité, auxquels se rattache l'idée de trahison (la trahison dans le droit pénal, dans la sphère martiale et dans le vocabulaire de la rhétorique du combat politique). Il apparaît clairement que la notion s'envisage au pluriel et non au singulier, et que celle-ci présente deux niveaux d'emploi : un usage littéraire, moral et rhétorique et un usage normatif qui ne se superposent pas nécessairement. Son aspect multiforme impose une réflexion différenciée afin d'éviter toute confusion. On ne saurait mettre sur le même plan la trahison d'un ami, qui relève de la *necessitudo*, et celle de la patrie, dans laquelle l'intégrité de la Ville est engagée. Bien évidemment, dans la hiérarchisation des devoirs, l'atteinte à l'État constitue le summum des manquements. Cependant, ces deux fautes sont graves, mais dans des champs différents. La première constitue une grave infraction sur le plan des relations sociales, tandis que la seconde peut remettre en cause la communauté dans son ensemble. Pour que les comparaisons soient pertinentes, elles doivent être établies à l'intérieur d'une

même catégorie. En outre, l'étude typologique a montré que le droit pénal, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, masquait une imprécision définitionnelle. Ce choix, délibéré, de rester dans le flou permet de déborder les champs de compétence des autres concepts, ce qui offre l'avantage, non seulement de ne pas se laisser enfermer dans une notion et de choisir entre plusieurs types de trahison (*perduellio*, lèse-majesté), mais aussi de condamner un ennemi ou un rival en fonction de l'effet recherché (mort civile, mort corporelle par exemple). Cette grande souplesse d'interprétation représente un moyen efficace et pragmatique de s'adapter aux luttes politiques. Un autre domaine a été examiné : c'est celui de la guerre. L'enquête révèle que les Romains ont été tiraillés entre les principes et les faits. D'un point de vue déontologique, le recours aux procédés indirects, tels que les stratagèmes et la ruse, a été mal perçu par eux parce que ces astuces sont considérées comme des actions déloyales. Mais la réalité du terrain a imposé quelques arrangements avec les préceptes, si bien qu'au Ier siècle ap. J.-C., le recours à la trahison fut clairement enseigné dans les traités d'art militaire, comme celui de Frontin. Là encore, le pragmatisme l'a emporté sur l'idéologie martiale.

Les tensions sociales et politiques ont obligé les Romains à prendre des décisions fondées sur des rapports de force qui entrèrent inévitablement en concurrence avec la référence au *mos maiorum*. Les conduites morales ont été ainsi concurrencées par la recherche du profit immédiat, ce qui a bouleversé l'ordre des priorités, et modifié en partie la mentalité romaine. Dans un tel climat, beaucoup ont essayé, à leur échelle, de trouver une solution personnelle pour échapper autant que faire se peut aux conséquences inéluctables des guerres civiles. La trahison a été un moyen – aléatoire - d'y parvenir. Perdus dans ces déchirements, les Latins se sont alors tournés vers la philosophie morale pour tenter de comprendre ce dérèglement. Pour les Anciens, la trahison s'explique. Selon eux, ce sont les passions qui sont responsables de ce crime. Elle ne saurait donc être considérée avec bienveillance. Elle est même perçue comme le contraire de la conduite idéale adoptée par la collectivité. Cependant, si du point de vue moral et social, la forfaiture reste répréhensible, il n'en demeure pas moins que dans les faits, elle peut se révéler fort utile. Dans certains cas, comme dans l'épisode de l'affaire Catilina, elle a même été encouragée par le consul Cicéron en incitant aux dénonciations. Dans d'autres cas, elle a servi à minimiser certains échecs militaires, comme lors de la défaite de C. Antonius à Curicta. En 49, lors des affrontements qui ont lieu sur l'île entre les Césariens et les Pompéiens, le légat césarien Antonius est vaincu par l'amiral pompéien M. Octavius Libo. Pour atténuer ce revers, César impute la responsabilité de cette défaite à l'un de ses centurions, Titus Puléion, qu'il accuse de *proditio* sans que l'on sache exactement pour quel fait. Parmi toutes les sources qui rapportent cet épisode, curieusement seul César mentionne cette *proditio* sans donner plus de détails. Enfin, l'usage de la félonie peut se révéler fort à propos pour éliminer des personnages gênants, pour nuire à une tierce personne ou encore pour se venger. Citons l'exemple de Q. Ligarius accusé de *perduellio* par les Tubérons père et fils pour se venger de la manière dont il les avait traités lors de la guerre civile. Celui-ci leur avait interdit de débarquer à Utique, alors que Tubéron fils était malade. Quant à Tubéron père, il ne put prendre possession de sa charge, qui lui avait été légalement attribuée, et dut lever l'ancre.

Bien entendu, la trahison ne relève pas uniquement de la condamnation morale, elle fait aussi l'objet d'une action judiciaire lorsqu'elle atteint les marges extrêmes au-delà desquelles tout franchissement constitue un point de non retour. Ces dernières, jugées inacceptables, font l'objet d'un traitement pénal. Le degré de gravité est déterminé par la communauté. Pour être complète, cette étude envisage également le sujet traité sous l'angle normatif. Elle porte sur les différentes formes de trahison qui ont été classées juridiquement dans la catégorie des *crimina*, ainsi que sur les peines réservées aux félons dans les sphères

domi et militiae. Nous avons remarqué que la procédure engagée contre le traître dépend de la qualification du chef d'accusation, et que la peine infligée est, dans la plupart des cas, indépendante de la procédure. En effet, il n'existe pas de supplice spécifique réservé à ce délit. Les juges pouvaient, en fonction de la nature de la trahison, puiser dans toute une gamme de peines. Cependant, à la période qui nous occupe, certaines d'entre elles, comme la flagellation, ne sont plus employées dans le domaine civil, mais le sont encore dans le domaine militaire. En outre, la peine est déterminée par la place qu'occupe le coupable au sein de la hiérarchie sociale. Par exemple, le terrible et humiliant supplice de la croix est réservé à l'esclave, tandis que l'homme en toge à la possibilité de préserver sa vie physique (par opposition à la vie civique, qui elle, est morte) en s'exilant, à condition de ne pas être en rupture de ban. Nous avons également constaté que la trahison n'a pas besoin d'être effective pour être qualifiée comme telle, et que la peine infligée au renégat ne se limite pas à son être physique : il se poursuit jusque dans son trépas. Il est apparu que les descendants sont aussi concernés par l'infamie paternelle, notamment par l'application de peines aggravantes, comme la *publicatio bonorum*. Ainsi, les solidarités familiales entrent en jeu jusque dans une sanction pénale, puisque la punition est collective. Quant au traître, il ne peut qu'être une personne haïssable parce que, par sa faiblesse, il porte atteinte à l'identité hégémonique de Rome en permettant à l'ennemi extérieur d'exploiter cette vulnérabilité.

Sujet novateur, la recherche que nous avons menée sur l'étude du phénomène de la trahison cherche à apporter un éclairage nouveau sur les relations sociales et les mentalités romaines à la fin de la République romaine et au début de l'Empire.